

Le changement est inéluctable !

La Nation est en danger et le pays est à la dérive, sous l'effet de l'accumulation d'un certain nombre de maux qui s'autoalimentent mutuellement, rendant inévitables l'explosion sociale et l'installation de la violence comme seul moyen de règlement des conflits entre individus, entre groupes d'individus et entre groupes d'individus et le pouvoir.

Après étude des expériences de l'Algérie, des pays d'Amérique latine, de l'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Grèce), de l'Europe de l'Est et de l'Asie, nous pouvons retenir trois hypothèses de travail, fiables :

(I) **Le régime algérien travaille à sa propre destruction** ; mais avec la rente, le chemin de la dérive est lent. Du fait de la lenteur de ce processus, lorsque le système se détruit, il détruit avec lui toute la société par un mélange détonnant de pauvreté, de chômage chez les jeunes, de corruption et de perte de la morale collective. **La perte de la morale collective**, c'est une Algérie qui perd ses valeurs humanistes les plus précieuses, connaît un incivisme généralisé, intériorise la violence, la prédation et la corruption comme un mode de fonctionnement normal. **La généralisation de la corruption** à tous les secteurs d'activité, c'est un cheminement prévisible qui mène au gaspillage des ressources nationales, plus particulièrement, la fuite du capital humain vers l'étranger et l'exploitation irrationnelle des hydrocarbures. Ce cheminement a commencé avec la petite corruption au niveau des bureaucrates et des petits fonctionnaires. Ensuite, c'est la grande corruption qui se manifeste par des scandales financiers lors des passations de contrats de réalisation de projets d'infrastructures, de l'achat des équipements collectifs et de prêts bancaires. C'est alors l'entrée en jeu de hauts responsables et des «nouveaux riches». Ils voudront monnayer leur richesse mal acquise par le maintien du pouvoir entre leurs mains. L'accès au pouvoir, dans un tel système, est le moyen le plus efficace pour l'enrichissement aujourd'hui et demain. C'est alors l'accaparement de l'Etat. **La pauvreté**, c'est le manque d'opportunité pour utiliser sa force de travail et son savoir-faire pour s'assurer d'un revenu décent. C'est aussi le manque de capacité d'accès à l'école et à la santé. De même le manque de sécurité face à la violence, aux chocs économiques, aux désastres et aux calamités naturelles. C'est enfin, le manque de voix, le manque de pouvoir pour influencer les débats et les décisions ainsi que le contrôle et l'allocation des ressources.

(II) **Le changement pacifique recherché ne peut venir de l'intérieur du système, ni des institutions officielles entièrement soumises au contrôle du pouvoir en place** (Parlement, partis politiques de l'Alliance ou de l'opposition), ni de la société civile telle qu'elle a été organisée par le pouvoir (associations satellites transformées en relais durant les périodes électorales). Il ne viendra pas d'avantage via l'agenda gouvernemental actuel (élections, référendum, assemblée ad hoc...).

Le changement ne vient de l'intérieur que dans des situations tout à fait exceptionnelles, où sont réunis trois facteurs : (i) une pression forte et croissante de la société et qui dure (ii) une alliance stratégique des forces du changement (iii) un événement déclencheur.

(III) **La décennie 2010-2020 enregistrera la dérive de l'Etat algérien de sa situation actuelle de défaillance vers une nouvelle situation de déliquescence.** Un Etat déliquescence est un Etat chaotique, ingouvernable.

Face à une telle conviction, le choix est clair :

- ne rien faire et subir le changement avec tous les risques de dérapage, ou bien
- préparer ce changement dans le calme et la sérénité pour placer le pays dans la voie du progrès et de la prospérité.

Nous avons choisi la solution de la mobilisation pacifique pour le changement.

Pour réussir le changement, il faut réunir trois facteurs :

- **Une pression des citoyens** forte, croissante et durable sur le pouvoir en place pour réclamer le changement du système de gouvernance et pas seulement le changement des dirigeants,
- **Une alliance stratégique** entre les forces du changement pour construire une capacité viable de propositions, de négociations et de mise en œuvre du changement,
- **Un événement déclencheur.**

Les expériences tunisienne et égyptienne de ce début de l'année 2011 permettent de tirer un certain nombre de conclusions qui pourront dessiner les hypothèses fiables pour réunir ces facteurs. Il s'agit de quatre leçons qui définissent quatre hypothèses de travail.

1. Des citoyens réunis avec persévérance en un endroit stratégique de la ville, sans leaders, sans programme politique préétabli et face à des forces de répression importantes, sont capables de faire partir les symboles du régime et en premier lieu le chef de l'Etat.

D'où **la première hypothèse** : quelle que soit l'ampleur des moyens mobilisés pour imposer l'autocratie, les citoyens sont capables

d'amorcer le changement et faire partir les symboles du régime.

2. Les dirigeants actuels ne peuvent plus bénéficier du paradis de l'exil. Il y avait l'hypothèse que les dirigeants peuvent quitter le pays en cas de tensions intenable et aller profiter des avoirs qu'ils ont frauduleusement placés à l'étranger. Ceci n'est plus possible, ni pour eux, ni pour leur famille, ni pour leurs collaborateurs proches. De même qu'ils ne peuvent plus bénéficier des soutiens bienveillants des puissances internationales, qui ont fini par comprendre que leurs intérêts se situaient du côté du peuple et non du côté des autocrates. La peur s'est déplacée de chez les citoyens vers les autocrates. D'où **la deuxième hypothèse** : Les autocrates se trouvent aujourd'hui face à une pression multiple, de la société, de leurs familles, de leurs collaborateurs proches et des puissances internationales.

3. Les expériences tunisienne et égyptienne ont démontré que quelle que soit l'ampleur des gratifications des autocrates en direction des forces armées et des forces de l'ordre, celles-ci s'alignent en dernière instance sur

leur peuple et non du côté des autocrates.

D'où **la troisième hypothèse** : les forces armées et les forces de l'ordre se rallieront aux forces du changement inmanquablement.

4. Les instruments des nouvelles technologies de l'informatique et des communications NTIC (Facebook, internet ...) ont joué un rôle de premier plan dans la mobilisation des citoyens pour le changement et sont accessibles à notre jeunesse en tout temps et en tous lieux. D'où **la quatrième hypothèse** : les instruments virtuels NTIC sont accessibles à une grande majorité de notre jeunesse et sont un moyen très efficace de mobilisation pacifique pour le changement. Avec ces quatre hypothèses solides parce que construites à partir d'expériences vécues, à savoir la capacité des citoyens à changer le régime, les pressions multiformes exercées sur les tenants du pouvoir, la neutralité positive sinon encourageante des forces armées et des forces de l'ordre et l'accès facile aux instruments nouveaux de mobilisation, nous savons la voie à suivre pour réunir le premier facteur du changement : la pression de la société.

Lettre-programme à tous ceux

La Nation est en danger. Le pays est à la dérive, sous l'effet de l'accumulation d'un certain nombre de maux qui s'autoalimentent mutuellement, rendant inévitables l'explosion sociale et l'installation de la violence comme seul moyen de règlement des conflits entre individus, entre groupes d'individus et entre groupes d'individus et le pouvoir.

Attention ce que j'exprime n'est pas mon espoir, mais des prévisions avec beaucoup de fiabilité. Que confirment, d'ailleurs, les événements intervenus dans la région durant cette année 2011.

Sans être exhaustif, les principaux maux dont souffre l'Algérie sont :

1- La perte de la morale collective.
Le changement signifie le lancement d'un programme ambitieux d'éducation citoyenne pour passer à une société qui repose sur des lois et des règles saines, où les individus se font confiance lorsqu'ils interagissent, où la bonne éducation et le travail sont des atouts de la réussite sociale et individuelle, où la justice prévaut et où la malhonnêteté, le vice et la brutalité sont proscrits comme mode de progression dans la sphère publique et dénoncées et combattues dans la sphère privée.

2-La généralisation de la corruption à tous les secteurs d'activité.

Le changement signifie l'installation d'un nouveau système de transparence dans la gestion des affaires publiques. Le système sera mis en place graduellement avec le souci maximum de pédagogie pour permettre à tous de s'y adapter progressivement et à s'y conformer au-delà d'une période de grâce suffisante. Ce n'est qu'après la période de grâce, clairement affichée, que des institutions performantes et non des individus, quel que soit leur niveau dans la hiérarchie de la nouvelle gouvernance, mettront un terme aux défaillances de ceux qui refusent de se conformer aux nouvelles règles de transparence dans la gestion des affaires. La garantie du traitement équitable sera assurée pour tous, dans le seul respect de la loi.

3- La pauvreté.
Le changement signifie la mise en place d'une véritable politique sociale moderne à même de mobiliser tous les citoyens autour d'une approche axée sur la lutte contre la pauvreté, la préservation de l'environnement et la justice sociale. Cette politique sociale n'est pas la charité. Elle consiste en une stratégie globale contre la marginalisation en encourageant la participation des pauvres à l'essor économique. Elle passe par un investissement massif dans la santé, l'éducation, les autres services sociaux, afin de libérer le gisement de créativité et de participation économique de nos concitoyens complètement marginalisés aujourd'hui.

4-La pénurie prévisible des ressources

naturelles non renouvelables que sont les hydrocarbures.

Le changement c'est une économie compétitive qui assure la protection des individus et un développement individuel et collectif harmonieux. Le programme de mise en œuvre de cette économie s'appuiera sur une politique rigoureuse et efficace de transformation du capital naturel non renouvelable (les hydrocarbures) en un capital humain générateur de flux de revenus stables et durables. Cette politique comprend notamment la réallocation d'une partie significative des investissements excessifs actuels dans les infrastructures vers des investissements ciblés dans le secteur productif de biens et de services, mais surtout des investissements de plusieurs milliards de dollars dans les ressources humaines (éducation, savoir, compétences...), afin de promouvoir une génération d'entrepreneurs possédant la capacité de leadership, la moralité, l'intelligence et le jugement, et de former des cadres gestionnaires à tous les niveaux dans les entreprises et l'administration. La relève des cadres dirigeants partant à la retraite doit être assurée en urgence par le biais d'ambitieux programmes de formation et de promotion de la relève, pour compenser la trêve remarquée pendant deux décennies dans la formation des cadres. Cette politique a été suivie avec succès dans les pays émergents qui ont connu cette phase de développement, la Chine notamment. C'est aussi, **la constitutionnalisation de l'utilisation des réserves d'hydrocarbures.** Je le répète aujourd'hui. Il faut bien considérer que chaque baril ponctionné sur les réserves non renouvelables est, au départ, une perte pour la Nation. Une fois qu'il sort du sous-sol, il ne fait plus partie du patrimoine des générations futures.

5- La dérive d'un Etat défaillant vers un Etat déliquescence.

Le changement, c'est la mise en place d'un système de gouvernance dans lequel les citoyens puissent s'exprimer et sanctionner, c'est-à-dire où les citoyens ont les moyens d'exiger des comptes de la part de leurs gouvernants et d'en recevoir effectivement. L'année 2011 verra, je l'espère, tous les citoyens algériens prendre conscience que notre salut en tant qu'Etat et nation ne

peut venir que d'un système démocratique et d'une forte participation citoyenne aux prises de décision, à tous les niveaux.

6- L'isolement diplomatique dans un monde de plus en plus globalisé, d'une Algérie dépassée et marginalisée, en queue des classements internationaux dans tous les domaines.

Le changement, c'est une nation sûre de ses atouts et capable de défendre ses intérêts bien exprimés, bien compris et bien intériorisés dans la course mondiale actuelle. Aujourd'hui, la puissance d'une nation se mesure par sa capacité d'innovation et la qualité de son système éducatif et de son système de formation de managers. A ce titre, l'on peut considérer que les expériences menées ces vingt dernières années par des nations comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, véritables pays continents, dessinent des perspectives de développement dans d'autres parties du monde, à travers des groupements sous-régionaux tels que le Maghreb. Celui-ci, en raison de son appartenance à une culture et à une civilisation communes à l'ensemble des populations qui le composent, peut s'ouvrir globalement sur le monde en cultivant une relation homogène avec les autres pays, au sein d'une organisation adéquate que nous nous appliquons à mettre sur pied.

Par ailleurs, notre orientation maghrébine-sahélienne nous offre des opportunités et nous impose des obligations.

7- Le risque de dislocation de la Nation et le partage du territoire. Des forces significatives appellent de plus en plus ouvertement à l'autonomie de certaines régions, voire le partage du territoire. Il faut s'en inquiéter sérieusement.

La situation de non gouvernance actuelle conforte la forte probabilité de vivre en même temps la violence sociale et la violence terroriste. C'est alors la trappe de misère permanente et la porte ouverte à la dislocation de l'unité nationale et le danger sur l'unité du territoire. Dans le cas de l'Algérie, et dans l'état actuel des choses, cela interviendra avec la baisse sensible des capacités d'exportations d'hydrocarbures que je situe entre 2018 et 2020. Mais avec le mélange détonnant de pauvreté, de chômage chez les jeunes, de corruption généralisée et de perte de la morale collective, elle peut intervenir à n'importe quel moment.

Le changement, c'est la mise en place d'une période de transition pour la sauvegarde de la Nation et la préservation des intérêts des générations futures. Ce sont là, les sept programmes d'urgence sur lesquels doit se construire le changement. De même que les trois dossiers fondamentaux : la refondation de l'école, la refondation de l'Etat, la refondation de l'économie.